



DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil communautaire du 14 avril 2015 (3^{ème} séance)

Délibération n° COM 2015-04-03 /31

OBJET: Compte rendu des dernières décisions prises par le bureau communautaire en vertu des attributions déléguées par le conseil communautaire.

L'an deux mille quinze, le quatorze avril 2015 à 18h48 le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre dûment convoqué, s'est réuni à la Mairie d'Anse Bertrand sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt-trois(23)

M. ANZALA Jean, M. ARTHEIN Victor, M. ATAM-KASSIGADOU Moise, M. BARDAIL Jean, M. BERNARD Jean-Luc, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DONA-ERIE Alfred, M. FRANCFORT Philipson, M. HERMIN Georges, Mme JASMIN Victoire, Mme LAUG Caroll, Mme LORMEL épse ARPHEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MANETTE Sandra, M. MANICOM Grégory, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, Mme REINE épse RAMPATI Sheila, M. ROUX Harry, Mme SERMANSON Sylvia, M. SIOUMANDAN Rénalt

CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Sept (7)

Mme ALPHONSE épse TANCONS Louisiane à M. BERNARD Jean-Luc
Mme ARMOUGON Betty à M. ROUX Harry
M. CORNEILLE Denis à Mme LAUG Caroll
Mme GUILLAUME Stella à Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle
M. HILL Joseph à M. ANZALA Jean
Mme MAMERT-LISTOIR Sabine à M. MORNAL Blaise
Mme OUJAGIR Nadia à M. ARTHEIN Victor

CONSEILERS EXCUSES : Deux (2)

M. LOMBION Jean-Claude, M. PORLON Pierre

CONSEILLERS ABSENTS : Quatre (4)

M. DULAC Daniel, M. HUBERT Jean-Marie, M. MITEL Florent, Mme MOUNSAMY Fritz,

A été élue secrétaire de séance : Mme ARPHEXAD Marcienne

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment son article L. 5211-10 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Vu la délibération n° COM 2014-04-02/18 du 28 avril 2014, portant délégation d'attributions au Bureau communautaire ;

Vu les statuts de la CANGT ;

Considérant qu'en vertu de la délibération visée, le bureau communautaire a reçu du conseil communautaire délégation d'attributions.

Considérant qu'en vertu des dispositions du CGCT, qu'il appartient à la Présidente de rendre compte au conseil des décisions ainsi prises.

Considérant que la liste de ces décisions était annexée à la note de synthèse explicative adressée aux conseillers communautaires.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente,

Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité :

DECIDE

ARTICLE 1 : De prendre acte des décisions prises le bureau communautaire en vertu des délégations d'attributions accordées par le conseil communautaire, conformément à la liste annexée à la présente délibération.

ARTICLE 2: La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre et le Directeur Général de la Communauté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

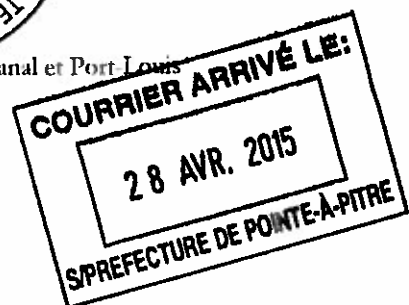
POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

La Présidente,

GABRIELLE LOUIS-CARABIN



- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne à L'Eau, Petit Canal et Port Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis



La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.